

Livret étudiant
2023-24

M2 Droit privé
économique



**FACULTÉ
DE DROIT, D'ÉCONOMIE
ET DE GESTION**
UNIVERSITÉ D'ANGERS

Sommaire Livret étudiant*

M2 Droit privé économique

Présentation générale	3
Syllabus Droit approfondi des contrats	5
Syllabus Droit approfondi de la consommation	6
Syllabus Séminaire Actions de groupe	8
Syllabus Droit approfondi de la distribution	10
Syllabus Droit des relations commerciales dans la chaîne d'approvisionnement	12
Syllabus Droit fiscal appliqué aux activités économiques	13
Syllabus Modes alternatifs de règlement des différends 1	15
Syllabus Médiation de la consommation	16
Syllabus Modes amiables de règlement des différends 2	18
Syllabus Transaction	19
Syllabus Technique contractuelle	20
Syllabus Comptabilité d'entreprise	21
English Syllabus	22
Syllabus Droit approfondi de la concurrence	23
Syllabus Contrats du commerce électronique	24
Syllabus Droit des activités numériques	26
Syllabus Droit financier	27
Syllabus Droit bancaire	28
Syllabus Droit des transports	30

* Sommaire interactif, cliquer sur  (en bas à gauche) pour revenir au sommaire.

Présentation générale

Année universitaire 2023-24

Master 2 Droit privé économique - Directrices : Sabine Bernheim-Desvaux et Solène Ringler				
SEMESTRE 3				
Enseignements	Durée	ECTS	Coeff.	Enseignants
UE 1- Approfondir les savoirs fondamentaux				
Droit approfondi des contrats	25h	4	4	Solène RINGLER
Droit approfondi de la consommation	15h	4	4	Sabine BERNHEIM-DESVAUX (12 h) Maria José AZAR BAUD (3 h)
Droit approfondi de la distribution	15h	4	4	Jacques DAVY (3 h) Émilie GICQUIAUD (12 h)
Total UE 1	55h	12		
UE 2 – Maîtriser les savoirs spécifiques				
Droit fiscal des affaires	15h	3	3	Sophie LAMBERT-WIBER
Modes amiables de règlement des différends (MARD)	20h	3	3	Romain RAINE (12 h) Sabine BERNHEIM-DESVAUX (3 h) Clément CHAUVET (5 h)
Total UE 2	35h	6		
UE 3 – Acquérir des compétences pratiques				
Comptabilité d'entreprise	20h	3	3	Sylvie RAYON
Technique contractuelle	10h	3	3	Laure CAMUS
Total UE 3	30h	6		
UE 4 – Construire son projet professionnel				
Aide à la rédaction CV et lettre de motivation	3h	1		SUIO-IP
Méthodologie et aide à la rédaction du mémoire ou rapport de stage	3h	1		Sabine BERNHEIM-DESVAUX
Rencontres métiers	4h	1		Cédric CHENEVIÈRE + Banque de France
Anglais des affaires	10h	3	2	Anca BIOTEAU
Certification TOEIC (optionnel)				
Colloques et conférences (optionnel)				
Total UE 4	20h	6		
Total du semestre 3	140h	30		

SEMESTRE 4				
Enseignements	Durée	ECTS	Coeff.	Enseignants
UE 5- Approfondir les savoirs fondamentaux				
Droit approfondi de la concurrence	15h	3	4	Autorité de la concurrence (3h) Matthieu ZOLOMIAN (12h)
Contrats du commerce électronique	15h	3	4	Sabine BERNHEIM-DESVAUX
Droit des activités numériques	15h	3	4	Antoine BÉGUIN
Total UE 4	45h	9		
UE 6 – Maîtriser les savoirs spécifiques				
Droit bancaire et financier	15h	3	3	Greggory MARTY (5h) Emilie GICQUIAUD (10h)
Droit des transports	15h	3	3	Solène RINGLER (15h)
Total UE 5	30h	6		
UE 7 – Construire son projet professionnel				
Gestion de projet (concours médiation, conférence, concours plaidoirie, newsletter, etc.)	10h	3	2	Sabine BERNHEIM-DESVAUX Solène RINGLER
Anglais des affaires	10h	2	2	Anca BIOTEAU
Certification TOEIC (optionnel)				
Parcours professionnel		Parcours recherche		
10 ECTS – COEFF 5		10 ECTS – COEFF 5		
Stage (3 à 6 mois)		Mémoire - 3h		
Rapport de stage - 3h		Soutenance de mémoire - 1h		
Total du semestre 4 : 98h		Total du semestre 4 : 99h		
Total de l'année : 238h		Total de l'année : 239h		

Syllabus

Droit approfondi des contrats

Présentation

Solène RINGLER,

*Maître de conférences en droit privé HDR,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.*

Spécialité

Droit des contrats, droit privé économique, finance durable.

Formation

Doctorat de droit privé. Sujet de thèse : Existe-t-il une théorie générale de l'avant-contrat ?

*19e promotion du Cycle des Hautes Etudes
pour le Développement Economique,
Ministère de l'économie, des finances et de la relance.*

Responsabilités académiques

*Responsable du Master 1 droit des affaires,
Co-responsable du Master 2 Droit privé économique,
Expert auprès de l'HCERES.*

Ouvrages

- *Droit commercial*, en co-écriture avec Hugues Kenfack, Dalloz, collection précis, octobre 2023.
- *Le banquier du XXIème siècle*, avec R. Bigot et B. Séjourné, Lextenso, collection cepisca, 2023.
- *Cours de droit des affaires*, en co-écriture avec A. Bennini, A. Dadoun, B. Gandhour, Enrick B, coll. CRFPA, 2022 (Partie 3 Les opérations bancaires).
- *Cours de droit civil*, en co-écriture avec A. Dadoun, et V. Durand, Enrick B, coll. CRFPA, 2022 (Ed. 1 à 3) (Partie 3 Droit des contrats spéciaux).
- *Droit des contrats spéciaux*, en co-écriture avec Hugues Kenfack, LGDJ, collection cours, 2017.

Articles récents

- « La place de Paris, avant-gardiste ? », JCP E à paraître.
- « La place de la délégation parmi les opérations sur les obligations », Lexbase revue droit privé, mars 2023.
- « L'investisseur éthique », Dr. et pat. 2022, juill. 2022, n° 326.
- « Quelles perspectives d'avenir pour la profession bancaire ? », JCP E 2021, 762.
- « Les contrats aléatoires », in *L'offre de réforme des contrats spéciaux, Réflexions libres à partir du projet de l'association Henri Capitant*, H. Kassoul, D. Gantschnig, Dalloz, Thème et commentaires, 2021.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages généraux en droit des obligations et droit des contrats spéciaux.

Ouvrages spéciaux :

- William Dross, *Le clausier*, LexisNexis ;
- Denis Mazeaud, Romain Boffa, Nathalie Blanc (dir.) *Le dictionnaire du contrat*, LGDJ.

Revue :

- Revue trimestrielle de droit civil;
- Revue des contrats.

Le Séminaire : 25h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit des contrats ;
- Confrontation de points de vue théoriques ;
- Mise en application pratique ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. L'organisation des pourparlers précontractuels ;
- Thème 2. L'imprévision et la force majeure ;
- Thème 3. Les sanctions du contrat, l'anticipation de la rupture du contrat ;
- Thème 4. Les modifications du contrat.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale. Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Apprendre à détecter les difficultés de rédaction, interprétation, exécution d'un contrat ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Syllabus

Droit approfondi de la consommation

Présentation

Sabine BERNHEIM-DESVAUX,

Professeure en droit privé,

Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.

Spécialité

Droit français et européen de la consommation, Droit des contrats, Droit privé économique.

Formation

Doctorat de droit privé sous la dir. G. Viney

Sujet de thèse : *La responsabilité contractuelle du détenteur de la chose d'autrui.*

Responsabilités académiques

Co-directrice du Master 2 Droit privé économique, Vice-Doyen chargée des relations avec les milieux professionnels.

Ouvrages

- *La responsabilité contractuelle du détenteur d'une chose corporelle appartenant à autrui*, PUAM, 2003, 506 pages, avec la préface de G. Viney.
- *Droit de la consommation*, Lexisnexis, coll. Droit et professionnels, 6^e éd., 2022 (coécrit avec G. Raymond).
- Dalloz action *Droit de la consommation*, 2021/2022 (chapitre sur les sanctions administratives).
- *Lamy Droit économique*, 2023 (chapitres sur les contrats hors établissement et les contrats de l'économie collaborative).

Articles récents

- « Analyse de la transposition des sanctions issues de la directive relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs », *Contrats, conc., consom.* mars 2022, étude 4, co-écrite avec N. Sauphanor-Brouillaud.
- « La négociation par les parties au contrat de consommation, un mythe ? Approches théorique et pratique », in *La négociation en droit de la consommation*, Actes du colloque sous la dir. sc. S. Bernheim-Desvaux, *Revue Lamy Droit des affaires* avril 2022, supplément n° 1.
- « Réflexion autour de l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques », *Contrats, conc., consom.* nov. 2021, comm. 174.
- « Droit de la consommation et économie numérique », in *Dossier spécial anniversaire pour les 30 ans de la Revue « Contrats, concurrence, consommation : des défis pour demain »*, *Contrats, concurrence, consommation* décembre 2020, Etude 17.
- « Plaidoyer en faveur d'un renforcement des sanctions civiles en droit de la consommation » *Contrats, conc., consom.* 2019, Etudes n° 1 et 2.
- « L'écosystème indispensable au développement du marché des objets connectés », in *La consommation d'objets connectés, un marché économique d'avenir*, Actes du colloque sous la dir. sc. de S. Bernheim-Desvaux, *Contrats, conc., consom.* juillet 2018, Etude n° 9, Dossier, partie n° 1.

Le Séminaire : 12h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit de la consommation ;
- Confrontation de points de vue théoriques et mise en application pratique ;
- Aspects de droit européen ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. L'articulation entre le droit commun des contrats du Code civil et le droit contractuel de la consommation ;
- Thème 2. Les sujets du droit de la consommation ;
- Thème 3. Les clauses abusives ;
- Thème 4. La police administrative de la consommation ;

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale. Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Apprendre à raisonner en combinant droit commun et droit spécial des contrats ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages / Manuels

- Droit de la consommation. Droit interne et européen, Dalloz action, 2021/2022, sous la dir. de D. FENOUILLET
- D. BAZIN-BEUST, L'essentiel du droit de la consommation, Gualino, 2^e éd., 2018 Livret étudiant – MAJ 30 mai 2022
- J. CALAIS-AULOY, H. TEMPLE et M. DEPINCE, Droit de la consommation, Précis Dalloz, 10^{ème} éd., 2020
- J. JULIEN, Droit de la consommation, Domat Droit privé, 2^e éd., 2017
- G. PAISANT, Défense et illustration du droit de la consommation, Lexisnexus, 2016
- G. PAISANT, Droit de la consommation, PUF, Thémis Droit, 1^{re} éd., 2019
- J.-D. PELLIER, Droit de la consommation, Dalloz, Cours, 2^e éd., 2018
- Y. PICOD, Droit de la consommation, Sirey, 4^e éd., 2018
- S. PIEDELIEVRE, Droit de la consommation, Economica, 2^e éd., 2014
- G. RAYMOND et S. BERNHEIM-DESVAUX, Droit de la consommation, Litec, 6^e éd., 2022
- D. ROUX et L. NABEC, Protection des consommateurs, les nouveaux enjeux du consumérisme, EMS, 2016
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, C. AUBERT DE VINCELLES, L. USUNIER, G. BRUNEAUX, Les contrats de consommation. Règles communes, Traité de droit civil, LDGJ, 2^e éd., 2018

Chroniques régulières de droit de la consommation

- S. BERNHEIM-DESVAUX, « Pratique de la police administrative de la consommation, Contrats, conc., consom », 2022, étude 14 – Lexisnexus
- S. BERNHEIM-DESVAUX, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », Contrats, concurrence, consommation – Lexisnexus
- G. CATTALANO-CLOAREC, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », L'essentiel droit des contrats (LEDC) – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD et C. AUBERT DE VINCELLES, Chroniques trimestrielles « Contrats de consommation », Revue des contrats – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, H. AUBRY et E. POILLOT, Panorama « Droit de la consommation », Recueil Dalloz – Dalloz



Syllabus

Séminaire Actions de groupe

Présentation

Maria José AZAR-BAUD,

Maître de conférences en droit privé HDR,
Université Paris-Saclay.

Co-directrice de la Clinique Juridique Paris-Saclay.

Directrice adjointe de l'IDEP.

Fondatrice de l'Observatoire des Actions de Groupe
et autres Actions Collectives.

Spécialité

Droit de la consommation, Actions collectives et de groupe,
Contentieux de masse (Données personnelles, Environnement,
Discriminations, Santé, Produits défectueux).

Formation

Doctorat en droit privé. Sujet de thèse : *Les actions collectives
en droit de la consommation. Étude de droit français
et argentin à la lumière de droit comparé*, Université Paris 1
Panthéon-Sorbonne et Université de Buenos Aires.

Responsabilités académiques

Co-directrice de la Clinique Juridique Paris-Saclay.
Directrice adjointe de l'IDEP (Institut Droit Ethique Patrimoine).
Fondatrice de l'Observatoire des Actions de Groupe et autres
Actions Collectives.

Bibliographie indicative et non exhaustive

- *Les actions collectives en droit de la consommation. Etude de droit français et argentin à la lumière de droit comparé*, Nouvelle Bibliothèque de thèses, Dalloz, 2013.
- Fascicule « Actions de groupe », in *JurisClasseur Procédure civile* (L. Cadiet, dir.) : LexisNexis : Création Version 2020 ; Mise à jour Version 2021.
- Fascicule « Les actions collectives en droit de la consommation », in *Lamy Droit économique* (M. Chagny, dir.), 2021.
- « 30 : Le nombre d'actions de groupe introduites à ce jour en France », in *Le chiffre Livret étudiant* - MAJ 30 mai 2022 du mois : Revue Lamy de droit civil, n°169, octobre, 2021 p. 30 à 36.
- « L'office du juge à l'épreuve des procès collectifs », in *Actes du colloque, 40 ans du Centre du marché et du droit de la consommation* : Actes du colloque du 17 avril 2015, Lextenso, 2017, p. 93 à 136.
- « Actions de groupe : Perspectives et pistes d'amélioration » : Dalloz, Juris associations 2019, n°591, p. 31 à 38.
- « En attendant un registre d'actions de groupe et autres actions collectives. Revue de presse » : JCP E, n° 50, 13 Décembre 2018, 1637, p. 30 à 40.
- « Actions de groupe et actions collectives classiques : concurrence ou complémentarité ? - Étude à partir du droit de la consommation », avec N. Dupont : Contrats conc. consom. 2018, étude 1534, 19 pages.
- (In)Action de groupe : Décomplexer l'action de groupe par l'aménagement du régime de l'aide juridictionnelle, des frais et dépens » : Gazette du Palais, 29 novembre 2016, 136e année, n°42, p. 52 à 56.
- « Alternative models of res judicata and collateral estoppel in class actions. A comparative law and economics approach : European Journal of Consumer Law », avec Hugo Acciarri: REDC 2016/1, p. 5 à 34.
- « Class actions 'à la française' », avec Véronique Magnier, in *The Cambridge Handbook of Class actions*, B. Fitzpatrick et R. Thomas (eds) : Cambridge University Press, 2020, p. 247 à 271.
- The Dawn of Collective Redress 3.0 in France? avec Alexandre Biard, in A. Uzelac and S. Voet (eds.), in *Class Actions in Europe: Holy Grail or a Wrong Trail* : Springer, 2021, p. 73 à 96
- « French Group Action Lawsuits – Between tradition and modernity » : Revue européenne de droit de la consommation/ European Journal of Consumer Law, 2020/2, p. 233 à 268.
- Collective redress in the Member States of the European Union : Policy Department for Citizens' Rights and Constitutional Affairs Directorate General for Internal Policies of the Union, PE 608.829 Octobre 2018, avec R. Amaro, S. Corneloup, B. Fauvarque-Cosson, F. Jault-Seseke, in [http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL_STU\(2018\)608829](http://www.europarl.europa.eu/thinktank/en/document.html?reference=IPOL_STU(2018)608829)

Le Séminaire : 3h (en distanciel)

Contenu

- Présentation conceptuelle et contextuelle de l'Action de groupe en droit de la consommation ;
- Le système adopté et les procédures possibles ;
- Présentation pratique : les actions de groupe engagées, transigées et résolues ;
- Bilan et Perspectives à la lumière de la transposition de la Directive européenne sur les Actions représentatives.

Compétences

- ✓ Identifier l'action de groupe dans le paysage des actions collectives ;
- ✓ Comprendre les enjeux théoriques et pratiques que les actions de groupe suscitent ;
- ✓ Anticiper les changements à venir après la transposition de la Directive européenne.

- « The effects of the Directive on Representative Actions for the protection of the collective interest of consumers in the French Group Action regime » : Revista Italoespañola de Derecho procesal, n°2/2020, Marcial Pons, p. 109 à 126 et disponible in <http://www.rivitsproc.eu/es/articulos/the-effects-of-the-directive-on-representativeactionsfor-the-protection-of-the-collective-interest-of-consumers-on-the-frenchgroupaction-regime/>
- « Allegro ma non troppo. À propos de la transposition en France de la directive sur les actions représentatives en protection des intérêts collectifs des consommateurs » : Dalloz, 4 février 2021, p ; 232 à 233.
- « Directive on consumer representative actions: a sheep in wolf's clothing? », avec M. Sousa Ferro : Op-Ed EU-Law Live, 5 déc. 2020.
- « La directive européenne sur les actions représentatives : un texte mi-figue, mi-raisin Livret étudiant » : JCP E n°51, 17 déc. 2020, 1542, p. 32 à 40.
- « Transposons l'opt-in tacite pour sauver l'action de groupe. A propos de la Directive sur les actions représentatives en protection des intérêts collectifs », in *Le droit européen de la consommation au XXIe siècle*, M. Combet (coord.), Bruylant, 2022, p. 399 à 422.



Syllabus

Droit approfondi de la distribution

Présentation

Émilie GICQUIAUD,

Maître de conférences en droit privé,

Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.

Spécialité

Droit des affaires

Formation

Doctorat de droit privé.

Sujet de thèse : L'équivalence en droit de l'entreprise

Responsabilités académiques

Co-direction de la double licence droit-économie, Angers ;

Co-direction du DU Mandataires judiciaires des majeurs protégés, Angers.

Ouvrages

- Co-direction avec Karine Lemerrier du projet de recherche collective consacrée au thème « La réputation de l'entreprise ».
- Direction du projet de recherche collective « Les dystopies et le droit » (2020-2022).
- Co-direction avec Martial Nicolas de colloques à l'université de Nantes (« Les influences réciproques entre Impôt et Entreprise », 2018 ; « Les influences réciproques entre Impôt et Responsabilité », 2020 ; « Les influences réciproques entre Impôt et Finance », 17 nov. 2022).

Articles

- «La réputation fiscale de l'entreprise saisie par les normes éthiques», in *L'éthique fiscale*, Ellipses, à paraître 2023.
- «Le discernement en droit des affaires ou les contours de la capacité commerciale», in *Le(s) discernement(s)*, Mare & Martin, à paraître.
- «Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel : vers la fin des sociétés unipersonnelles ?», in P. Nabet (dir.), *L'entrepreneur individuel*, Legitech, à paraître.
- «Les dystopies, odes aux libertés fondamentales», in *Les dystopies et le droit*, Mare & Martin, déc. 2022, pp. 39-53.
- «Le concept de réputation d'entreprise saisi par le droit», *Mélanges en l'honneur du Professeur Arlette MARTIN-SERE*, LexisNexis, sept. 2022, p.135.
- «Moduler le contrat par une clause-recette», *Contrat, concurrence, consommation*, 1/04/2021, n°4, pp.17-19.
- «Focus sur l'intérêt social et la raison d'être des sociétés : les standards de la loi PACTE», *LPA*, 23 nov. 2020, n°234, pp.13-18.
 - «La responsabilité de l'expert-comptable face à l'impôt», *Droit et patrimoine*, mai 2020, n°302, pp.37-41.
- «Propos introductif : le triptyque droit, entreprise et fiscalité», in *Actes de colloque Les influences réciproques entre impôt et entreprise*, *Journal des sociétés*, n°163, mai 2018, pp.10-13.
 - «Le dirigeant de PME confronté aux risques inhérents à l'insolvabilité de son entreprise», in *Actes de Colloque La prévention des risques encourus par le dirigeant de PME*, *RJ Com.*, mars-avril 2017, n°2, p.31.

Le Séminaire : 12h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit de la distribution ;
- Confrontation de points de vue théoriques ;
- Mise en application pratique ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. Présentation des différents réseaux de distribution ;
- Thème 2. La formation du contrat de franchise ;
- Thème 3. Rupture des relations contractuelles établies.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale. Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Mobiliser ses connaissances dans toutes les disciplines juridiques afin de construire un raisonnement ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages de droit de la distribution :

- N. Dissaux, R. Loir, Droit de la distribution, Précis Domat, LGDJ, 2017 ;
F. Buy, J.-C. Roda, M. Lamoureux, Droit de la distribution, LGDJ, 2e éd., 2019. ;
D. Ferrier, N. Ferrier, Droit de la distribution, LexisNexis, 2020.

Revue :

- Revue des contrats ;
- Contrats, concurrence, consommation.



Syllabus

Droit des relations commerciales dans la chaîne d'approvisionnement

Présentation

Jacques DAVY,

Directeur des Affaires juridiques et fiscales,
Fédération du Commerce et de la Distribution.

Spécialité

Droit de la distribution, de la concurrence, de la consommation

Formation

DESS Droit de la Distribution (Faculté de droit du Mans, 1991)

Activités représentatives

Membre de la Commission d'Examen des pratiques commerciales (CEPC), membre du bureau du conseil national de la consommation (CNC).

Intervention : 3h CM

Détail des séances

- Environnement légal (droit européen, droit national – code rural et de la pêche maritime code de commerce) et régulation des relations commerciales (travaux CEPC) ;
- La contractualisation de premier et de second niveau ;
- le contrôle des relations contractuelles et des pratiques commerciales.

Évaluation

Connaissances générales sur les textes européens et nationaux, sur les différents types de contrats ainsi que sur les autorités de contrôle des relations commerciales sur le territoire national.

Compétences

- ✓ Connaître les principaux enjeux juridiques de la contractualisation dans le cadre des relations commerciales entre professionnels (production – industrie – commerce).

Textes et liens à consulter

- Règlement UE 1308/2013 portant organisation commune des marchés agricoles du 17/12/2013 (dit « règlement OCM) et articles L 631-24 à L 631-24-2 du CRPM) ;
- Directive UE 2019/633 pratiques commerciales déloyales (PCD) du 17 avril 2019 sur les pratiques commerciales déloyales dans les relations interentreprises au sein de la chaîne d'approvisionnement agricole et alimentaire, ordonnance 2021-859 de transposition de la directive en droit français, en date du 30 juin 2021 ;
- Sites internet de la DGCCRF (onglet concurrence) et de l'Autorité de la Concurrence ;
- Site internet de la Commission d'Examen des Pratiques Commerciales (CEPC), en particulier l'onglet recommandations ;
- Revue Contrats, Concurrence, Consommation ;
- Titre IV du livre IV du code de commerce ;
- Lois Egalim 1, Egalim 2, Egalim 3.

Syllabus

Droit fiscal appliqué aux activités économiques

Présentation

Sophie LAMBERT-WIBER,

*Maître de conférences en droit privé, droit fiscal, habilitée à diriger des recherches.
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.*

Spécialité

Droit fiscal des affaires, procédures fiscales, droit fiscal du patrimoine, Droit des affaires.

Formation

*Doctorat de droit privé sous la dir. d'Y. Flour et de Br. Néel
Sujet de thèse : Contribution du droit civil à une approche renouvelée de la charge de la preuve en droit fiscal.*

Responsabilités académiques

*Directrice de la capacité en droit,
Directrice d'axe du laboratoire Centre Jean Bodin,
Membre du conseil de gestion de la faculté de droit économie gestion,
Membre du conseil académique et de la commission de la formation et de la vie universitaire de l'Université d'Angers,
Experte CIR auprès du ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.*

Ouvrages

- LAMBERT-WIBER S (2023), « Les nouvelles normativités fiscales extra-étatiques », direction scientifique Sophie Lambert-Wiber, à paraître aux éditions Larcier-Bruylant, septembre 2023.
- LAMBERT-WIBER S (2021) « INTERMED - Regards interdisciplinaires sur la médiation (Phénomène juridique et social) », aux éditions Dalloz 2021 dans la collection Thèmes et commentaires. Direction scientifique de Sophie Lambert-Wiber, Valérie Lasserre, et Aline Vignon-Barrault.

Articles récents

- LAMBERT-WIBER S (2023), «Le Code européen du contribuable, une norme de comportement», in « Les nouvelles normativités fiscales extra-étatiques », direction scientifique Sophie Lambert-Wiber, à paraître aux éditions Larcier-Bruylant, septembre 2023.
- LAMBERT-WIBER S (2023), «Pour un contribuable respectueux d'une éthique fiscale», in « L'éthique fiscale » sous la direction de Vanessa Barbé, professeur de droit public à l'Université de Valenciennes et Sabrina Lenormand-Caillère, maître de conférences HDR en droit privé à l'Université d'Orléans, à paraître.
- LAMBERT-WIBER S (2022) «Une relation de confiance entre l'administration et le contribuable, comme remède aux défauts de la loi fiscale», in Regards croisés sur la qualité de la législation fiscale, sous la direction de Benjamin Ricou, Editions LexisNexis, 2022.
- LAMBERT-WIBER S (2021) «La direction générale des finances publiques et la médiation : une chimère ?» et avant-propos par Sophie Lambert-Wiber, dans «INTERMED - Regards interdisciplinaires sur la médiation (Phénomène juridique et social)», aux éditions Dalloz 2021 dans la collection Thèmes et commentaires. Direction scientifique de Sophie Lambert-Wiber, Valérie Lasserre, et Aline Vignon-Barrault.
- LAMBERT-WIBER S (2021) «Le secret professionnel de l'avocat à l'épreuve de ses obligations comptables et fiscales», Lexbase avocats n°315, 3 juin 2021.

Le Séminaire : 15h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement des connaissances dans les fondamentaux du droit fiscal des affaires ;
- Aspects de droit interne, de droit européen et de droit international ;
- Confrontation de points de vue théoriques et mise en application pratique.

Détail des séances

- Fiscalité directe des affaires ;
- Fiscalité indirecte des activités économiques ;
- Enjeux fiscaux des choix juridiques opérés par les entreprises ;
- L'entreprise face au risque fiscal et au risque pénal.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu (cas pratiques et/ou présentation de posters scientifiques et/ou exposés) et en contrôle terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Savoir analyser, synthétiser et argumenter en droit fiscal des affaires ;
- ✓ Savoir mesurer les enjeux fiscaux des choix juridiques.

Bibliographie indicative

- M. Cozian, Fl. Deboissy, M. Chadeaux - Précis de fiscalité des entreprises 2022/2023 - Ed. LexisNexis, Coll. Précis Fiscal, 46^e édition, 2023.
- D. Gutmann - Droit fiscal des affaires - Ed. L.G.D.J, Coll. Précis Domat, 13^e édition, 2022.
- Ch. de La Martinière, Droit fiscal de l'entreprise, Ed. Bruylant, Coll. Paradigme - Manuels, 1^{er} édition, 2022.
- P. Serlooten, O. Debat - Droit fiscal des affaires 2023-2024 - Ed. Dalloz, 22^{ème} édition, 2023.
- Mémento pratique de droit fiscal, 2023 (mise à jour annuelle) Edition Francis Lefebvre (en ligne Navis).
- Revues : Droit fiscal (LexisNexis - en ligne).

Liens à consulter

<https://www.legifrance.gouv.fr/>

<https://bofip.impots.gouv.fr/>

<https://www.impots.gouv.fr/accueil>

Mots clés : Droit fiscal des affaires, TVA, impôt sur les sociétés, Impôt sur le revenu, procédures fiscales, contentieux fiscal, poursuites pénales.



Syllabus

Modes alternatifs de règlement des différends 1

Présentation

Romain RAINÉ

Doctorant en droit privé - Université Panthéon-Assas

Spécialité

Procédure civile

Formation

Master 2 Justice et droit du procès - Université Panthéon-Assas

Ouvrages

- S. Amrani-Mekki (dir.), *Guide des modes amiables de résolution des différends 2022-2023*, 2^e éd., LexisNexis, 2022.
- L. Cadiet et Th. Clay, *Les modes alternatifs de règlement des conflits*, 3^e éd., Dalloz, 2019.
- N. Fricero, Ch. Butruille-Cardew, L. Benraïs, B. Gorchs-Gelzer et G. Payan, *Le guide des modes amiables de résolution des différends (MARD) 2017-2018*, 3^e éd., Dalloz, 2017.

Articles

- G. Kessler, « Les modes alternatifs de règlement des différends familiaux en quête de cohérence et de coordination », *A.J. fam.*, 2023, 308.
- F. Vert, « Médiation, conciliation, audience de règlement amiable : vers un office conciliatoire effectif du juge français ? », *J.C.P.G.*, 2023, n° 1024, 60004.

Le Séminaire : 10h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition de connaissances relatives aux modes alternatifs de règlement des différends ;
- Approfondissement des connaissances en procédure civile ;
- Aspects de droit européen et de droit comparé.

Détail des séances

- Thème 1. Perspectives générales sur les modes alternatifs de règlement de différends ;
- Thème 2. Les clauses ;
- Thème 3. Les processus ;
- Thème 4. L'accord.

Évaluation

Le séminaire donnera lieu à un examen terminal prenant la forme d'un cas pratique.

Compétences

- ✓ Compréhension de l'articulation des MARD ;
- ✓ Maîtrise du cadre juridique des MARD ;
- ✓ Analyse critique et mise en perspective des MARD.

Présentation

Sabine BERNHEIM-DESVAUX,

Professeure en droit privé,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers
Membre du Conseil national de la médiation,
Membre de la commission d'évaluation et de contrôle
de la médiation de la consommation (ministère de l'Économie,
des finances et de la relance)

Spécialité

Droit français et européen de la consommation, Droit
des contrats, Droit privé économique.

Formation

Doctorat de droit privé sous la dir. G. Viney
Sujet de thèse : *La responsabilité contractuelle du détenteur
de la chose d'autrui.*

Responsabilités académiques

Co-directrice du Master 2 Droit privé économique, Vice-Doyen
chargée des relations avec les milieux professionnels.

Ouvrages

- *La responsabilité contractuelle du détenteur d'une chose corporelle appartenant à autrui*, PUAM, 2003, 506 pages, avec la préface de G. Viney.
- *Droit de la consommation*, Lexisnexis, coll. Droit et professionnels, 2022, à paraître (coécrit avec G. Raymond).
- Dalloz action *Droit de la consommation*, 2021/2022 (chapitre sur les sanctions administratives).
- *Lamy Droit économique*, 2022 (chapitres sur les contrats hors établissement et les contrats de l'économie collaborative).

Articles récents

- *La négociation en droit de la consommation*, Actes du colloque sous la dir. sc. S. Bernheim-Desvauux, *Revue Lamy Droit des affaires* avril 2022, supplément n° 1.
- J.-Cl. *Concurrence, consommation*, fasc. 1230, *Résolution extrajudiciaire des litiges de consommation*, 2021.
- « Les plateformes de médiation en ligne dans le paysage de la médiation de la consommation », in *Les plateformes de règlement extrajudiciaire des différends. Dynamiques et perspectives*, colloque sous la dir. de S. Chassagnard-Pinet, Lille, 2021, Mare et Martin, 2022.
- « La médiation de la consommation : de la spécificité à l'exemplarité », in *Intermed. Regards interdisciplinaires sur la médiation – Phénomène juridique et social*, Actes du colloque sous la dir. sc. de S. Lambert-Wiber et V. Lasserre, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2021, p. 121.
- « La transposition de la directive 2013/11/UE du 21 mai 2013 relative au règlement extrajudiciaire des litiges de consommation (RELC) par l'ordonnance n° 2015-1033 du 20 août 2015 », *Contrats, concurrence, consommation* oct. 2015, étude n° 11.
- « Le pari de l'amiable », in *40 ans du Centre de droit des contrats et du marché*, Actes du colloque organisé par l'université de Montpellier I en 2015, Ed. Teutates, 2016.
- « Le nouveau visage de la médiation de la consommation », in *La médiation au service de l'entreprise*, colloque organisé par l'Université du Littoral-Côte d'Opale, Boulogne sur mer, *Cahiers de droit de l'entreprise*, n° 3, mai 2016, Dossier 23.

Le Séminaire : 3h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances sur la médiation de la consommation ;
- Confrontation de points de vue théoriques et mise en application pratique ;
- Aspects de droit européen dans une perspective de réforme de la directive 2013/11/UE.

Évaluation

Le séminaire pourra donner lieu à un examen terminal sur un sujet pratique.

Compétences

- ✓ Confronter la médiation de la consommation aux autres modes amiables de règlement des litiges, notamment la conciliation de justice ;
- ✓ Prise en compte des objectifs de droit européen.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages / Manuels

- Droit de la consommation. Droit interne et européen, Dalloz action, 2021/2022, sous la dir. de D. FENOUILLET
- D. BAZIN-BEUST, L'essentiel du droit de la consommation, Gualino, 2ème éd., 2018 Livret étudiant - MAJ 30 mai 2022
- J. CALAIS-AULOY, H. TEMPLE et M. DEPINCE, Droit de la consommation, Précis Dalloz, 10ème éd., 2020
- J. JULIEN, Droit de la consommation, Domat Droit privé, 2ème éd., 2017
- G. PAISANT, Défense et illustration du droit de la consommation, Lexisnexis, 2016
- G. PAISANT, Droit de la consommation, PUF, Thémis Droit, 1ère éd., 2019
- J.-D. PELLIER, Droit de la consommation, Dalloz, Cours, 2ème éd., 2018
- Y. PICOD, Droit de la consommation, Sirey, 4ème éd., 2018
- S. PIEDELIEVRE, Droit de la consommation, Economica, 2ème éd., 2014
- G. RAYMOND et S. BERNHEIM-DESVAUX, Droit de la consommation, Litec, 6ème éd., 2022
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, C. AUBERT DE VINCELLES, L. USUNIER, G. BRUNEAUX, Les contrats de consommation. Règles communes, Traité de droit civil, LDGJ, 2ème éd., 2018

Chroniques régulières de droit de la consommation

- S. BERNHEIM-DESVAUX, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », Contrats, concurrence, consommation – Lexisnexis
- G. CATTALANO-CLOAREC, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », L'essentiel droit des contrats (LEDC) – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD et C. AUBERT DE VINCELLES, Chroniques trimestrielles « Contrats de consommation », Revue des contrats – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, H. AUBRY et E. POILLOT, Panorama « Droit de la consommation », Recueil Dalloz – Dalloz



Syllabus

Modes amiables de règlement des différends 2

Présentation

Clément CHAUVET,

Professeur de droit public,

Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers

Spécialité

Droit administratif, contentieux administratif,
fonction publique.

Formation

Doctorat de droit public,

Sujet de thèse : *Le pouvoir hiérarchique*

DU de Médiateur - IFOMENE

Responsabilités académiques

Responsable de la rubrique « Fonction publique » de l'AJDA

Membre du conseil scientifique de la revue *Lexsociété*

Articles (sélection)

- « Rompre un « silence séculaire ». A propos du rapport d'activité du Tribunal Suprême de la Principauté de Monaco », *JCP G* 2022, 335.
- « Le corps des administrateurs de l'Etat », *AJDA* 2022, p. 673.
- « Le médiateur », colloque de l'AFDA, « Les nouveaux visages de l'Administration », *RDP* 2021, p. 1046.
- « Le style administratif comme littérature », in A.-L. Girard et a., *Les racines littéraires du droit administratif*, PU de Poitiers, 2021, p. 143.
- « L'incertitude de la proximité : l'obligation de résidence des enseignants-chercheurs, in *Mélanges en l'honneur d'Hervé Rihal*, PU de Poitiers, 2021, p. 549.
- « Les transactions : quel accès ? », note sous CE 18 mars 2019, *Ministre de l'économie et des finances c. M. Avrillier*, RFDA 2019, p. 1093.

Bibliographie indicative et non exhaustive¹

Ouvrages généraux en droit et contentieux administratifs

Ouvrages spéciaux :

- S. Amrani Mekki, Guide des modes amiables de résolution des différends, LexisNexis
- S. Bensimon et a., Art et techniques de la médiation, LexisNexis
- L. Cadier et Th. Clay, Les modes alternatifs de règlement des conflits, Dalloz, coll. « Connaissance du droit »
- A. Claeys et A.-L. Girard (dir.), Les modes alternatifs de règlement des litiges en droit administratif, PU de Poitiers.
- N. Fricero et a., Le guide des modes amiables de résolution des différends, Dalloz, coll. « Guides Dalloz ».
- M. Guillaume-Hofnung, La médiation, PUF, coll. « QSJ ? ».
- J-Ph. Tricoit, Le guide pratique du règlement amiable conventionnel, Gualino

¹NB : L'immense majorité des ouvrages ne traite pas spécifiquement des modes amiables de règlement des différends en droit public.

Le Séminaire : 5h CM, sans TD

Contenu

- Une mise en perspective des modes amiables de règlement des différends en droit administratif ;
- L'identification et la typologie des instruments et procédures relevant de ce champ ;
- L'encadrement juridique des modes amiables de règlement des différends en droit administratif.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle terminal, en coordination avec les autres intervenants de la matière.

Compétences

- ✓ Connaître l'existence et les limites des modes amiables de règlement des différends en droit administratif ;
- ✓ Respecter les règles d'ordre public en la matière.

Présentation

Romain RAINE

Doctorant en droit privé - Université Panthéon-Assas

Spécialité

Procédure civile

Formation

Master 2 Justice et droit du procès - Université Panthéon-Assas

Ouvrages

- B. Pons, *Contrat de transaction, solutions transactionnelles : conciliation, médiation, procédure participative*, Dalloz, 2013
- M. Reverchon-Billot, « Transaction », *Rep. proc. civ.*, Dalloz, 2018 (actualisation, déc. 2019)

Articles

- M. Le Bescond de Coatpont, « Le nouveau visage de la transaction en droit civil », *A.J. contrat*, 2018, 152

Le Séminaire : 2h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition de connaissances pratiques et théoriques sur la transaction.

Détail des séances

- Thème 1. La formation de la transaction
- Thème 2. Les effets de la transaction

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle terminal, en coordination avec les autres intervenants de la matière.

Compétences

- ✓ Maîtrise du cadre juridique de la transaction.

Présentation

Laure CAMUS,

Chargée d'enseignement - séminaire technique contractuelle,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers
Responsable juridique de la société du grand Paris

Spécialité

Droit des contrats publics, Aménagement du territoire

Formation

Master II Droit public - Aménagement et gestion du territoire
Master I en droit Public/Master I Sciences politiques

Articles et interventions extérieures

- «Quelle est l'incidence de la réforme de la commande publique sur les contrats des organismes HLM ?» Editions Francis Lefebvre, Solution Notaires Hebdo, 25 janvier 2018.
- «Une simplification des procédures d'autorisation pour créer des logements dans un immeuble existant» Editions Francis Lefebvre, Solution Notaires Hebdo, 22 février 2018.
- «Achèvement et conformité des travaux : une déclaration lourde de conséquences» Le Moniteur, 20 juillet 2018.
- «Marché public de maîtrise d'oeuvre : Une insuffisante motivation de l'avis du jury fragilise le résultat du concours. Plaidoyer pour une dissipation du flou régnant autour de l'obligation d'étayer l'avis rendu au maître de l'ouvrage» Le Moniteur, 12 avril 2019.
- «Aménagement du territoire : de l'urbanisme réglementaire à l'urbanisme partenarial ?» EFE, BJDJ, 22 janvier 2020.
- «Centres-villes : la revitalisation commerciale après la loi Elan» La Gazette 5 février 2020.
- «Comment valoriser le patrimoine immobilier des collectivités territoriales» conférence, Salon des maires et des collectivités locales, 20 novembre 2018.
- «Le contentieux de l'exécution des marchés de travaux» table ronde organisée par l'APASP, 19 novembre 2019.
- Matinale «Obtenez votre permis de construire» Ordre des architectes IDF, 2020

Le Séminaire : 10h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement des connaissances en droit des marchés publics ;
- Confrontation de points de vue théoriques ;
- Mise en application par des cas pratiques ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. Champ d'application ;
- Thème 2. Préparation de la procédure ;
- Thème 3. Exécution des marchés ;
- Thème 4. Réception, règlement et garanties.

Évaluation

Le séminaire donnera lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Connaître les règles de passation, de procédure et d'exécution des marchés publics ;
- ✓ Acquérir une vision « 360 » au regard des rôles de chacun des acteurs dans la conduite et l'exécution de la procédure ;
- ✓ Travailler en équipe, effectuer un diagnostic de situation et procéder à une restitution orale.

Présentation

Sylvie RAYON

Expert-comptable, Commissaire aux comptes
Animatrice de formation à la Compagnie Nationale
des Commissaires aux comptes et à l'Ordre
des Experts-Comptables
Membre du jury du CAFAC et examinatrice au DEC
Enseignante en Master CCA (IAE ANGERS et ENOES Paris)
et DSCG

Spécialité

Audit, contrôle interne, organisation, démarches qualité

Formation

DEC et DESS en Techniques Comptables Fiscales
et Financières Européennes

Le Séminaire : 20h CM, sans TD

Contenu

Découverte de la comptabilité.

Détail des séances

- Principales notions de base de la comptabilité ;
- Séances alternant présentation de bases théoriques et cas pratiques.

Évaluation

Examen de 2H
(questions de cours cas pratiques).



Course Description

This English course consists of a total of 20 hours in = 5 x 2-hour classes in each semester (10h S1 and 10h S2). The aim of this course is to develop students' legal English skills to help them use the language effectively in both professional and academic situations. The content will include the main areas of private law and contract law, based on legal teaching resources, authentic reading and listening materials (such as news articles and video reports). Students will be introduced to legal concepts found in English-speaking countries (particularly the UK, USA, and Canada) as well as in Europe. They are encouraged to compare aspects of the law in their own jurisdiction with those of Anglo-Saxon countries. Students will acquire vocabulary, improve speaking to participate in discussions and express opinions, develop reading skills to understand written texts, expand their knowledge of different legal systems, use critical thinking to analyze legal scenarios and give advice.

Topics & Skills

- Participating in discussions, presenting information, expressing opinions, analyzing legal scenarios and giving advice ;
- Understanding contracts in English: contract terminology and English Contract Law concepts ;
- Drafting contracts in English: practice rewriting a contract and paraphrasing clauses ;
- Using Alternative Dispute Resolution methods: Negotiation and Mediation.

Evaluations

Oral Evaluation: To test oral expression and comprehension, students will give a group presentation in class during the mid-part of the semester.

Final End-of-Term Evaluation: At the end of the semester, on the last day of class, students will be given an exam to test their understanding of the key language points and concepts from class. This exam may include reading, listening, writing, vocabulary and grammar questions..

Online documents for further reading:

Legal articles and news from the magazine:

- Lawyer Monthly

<https://www.lawyer-monthly.com/2022/05/4-key-legal-issues-and-challenges-for-businesses-in-2022/>

- Legal dictionary and encyclopaedia:

<https://www.law.cornell.edu/wex>

News and articles from the magazine:

- Canadian lawyer:

<https://www.canadianlawyermag.com/practice-areas/corporate-commercial/data-digital-innovation-and-intermediaries-driving-growth-in-financial-services-regulation-lawyer/376769>

Projects:

<https://europeanlawinstitute.eu/projects-publications/>

Syllabus

Droit approfondi de la concurrence

Présentation

Matthieu ZOLOMIAN,

Maître de conférences en droit privé,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers

Spécialité

Droit des sociétés, droit commercial, droit civil des affaires

Formation

Doctorat de droit privé
Sujet de thèse : *Le contrôle de la gestion des sociétés cotées*
LLM de droit de l'entreprise, Université Laval (Canada)

Responsabilités académiques

Expert auprès de l'ANR

Ouvrages

• *Le contrôle de la gestion des sociétés cotées*, préf. H. Le Nabasque, Paris, L'harmattan, 2019

Articles

- « La fraude corrompt tout, même l'apport », *Revue Lamy Droit des affaires*, 2021, n° 171, pp. 18-21.
- « L'assemblée de SARL (poussant le gérant) hors les murs », *Recueil Dalloz* 2021, pp. 1579-1583.
- « L'évolution de la responsabilité civile des sociétés en droit français », *Cahiers de droit* Vol. 62, n°3, pp. 827-857.
- « De la dissociation à la société à mission : la fin de la direction générale autocratique ? », *Revue Lamy droit des affaires*, décembre 2021, supplément, pp. 35-39.
- « L'usufruitier, ce si particulier non-associé... », *Revue Lamy droit des affaires*, mars 2022, pp. 18-22.
- « La SARL à conseil de surveillance : la gouvernance adaptée aux PME ? », dans M. Combet, J. Knetsch, G. Pignarre, M. Zolomian (dir.), *Itinéraires d'un juriste – Mélanges en l'honneur de Marc Véricel*, Paris, Mare et Martin, à paraître, 20 p.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages de droit de la concurrence :

- M.-A. Frison-Roche, J.-Ch. Roda, *Droit de la concurrence*, 2ème éd., Paris, Dalloz, 2022 ;
- G. Decocq, A. Decocq, *Droit de la concurrence*, 9ème éd., Paris, LGDJ, 2021 ;
- M. Malaurie-Vignal, *Droit de la concurrence interne et européen*, 8ème éd., Paris, Sirey, 2021.

Revue :

- Concurrences ;
- Contrats, concurrence, consommation.

Le Séminaire : 12h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit de la concurrence ;
- Confrontation de points de vue théoriques ;
- Mise en application pratique ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. Ententes et abus de position dominante
- Thème 2. Les concentrations
- Thème 3. Mise en place et protection des réseaux de distribution.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale.
Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Apprendre à détecter les limites à la libre concurrence et à l'organisation des réseaux de distribution ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Conférence : 3h

Présentation et rôle de l'Autorité de la concurrence, actualité du contentieux devant l'Autorité de la concurrence
par un membre de l'Autorité de la concurrence

Syllabus

Contrats du commerce électronique

Présentation

Sabine BERNHEIM-DESSVAUX,

Professeure en droit privé,

Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.

Spécialité

Droit français et européen de la consommation, Droit des contrats, Droit privé économique.

Formation

Doctorat de droit privé sous la dir. G. Viney

Sujet de thèse : *La responsabilité contractuelle du détenteur de la chose d'autrui.*

Responsabilités académiques

Co-directrice du Master 2 Droit privé économique, Vice-Doyen chargée des relations avec les milieux professionnels.

Ouvrages

- *La responsabilité contractuelle du détenteur d'une chose corporelle appartenant à autrui*, PUAM, 2003, 506 pages, avec la préface de G. Viney.
- *Droit de la consommation*, Lexisnexis, coll. Droit et professionnels, 2022, à paraître (coécrit avec G. Raymond).
- Dalloz action *Droit de la consommation*, 2021/2022 (chapitre sur les sanctions administratives).
- *Lamy Droit économique*, 2022 (chapitres sur les contrats hors établissement et les contrats de l'économie collaborative).

Articles récents

- «Analyse de la transposition des sanctions issues de la directive relative à une meilleure application et une modernisation des règles de l'Union en matière de protection des consommateurs», *Contrats, conc., consom.* mars 2022, étude 4, co-écrite avec N. Sauphanor-Brouillaud.
- «La négociation par les parties au contrat de consommation, un mythe ? Approches théorique et pratique», in *La négociation en droit de la consommation*, Actes du colloque sous la dir. sc. S. Bernheim-Desvaux, *Revue Lamy Droit des affaires* avril 2022, supplément n° 1.
- «Les plateformes de médiation en ligne dans le paysage de la médiation de la consommation», in *Les plateformes de règlement extrajudiciaire des différends. Dynamiques et perspectives*, colloque sous la dir. de S. Chassagnard-Pinet, Lille, 2021, Mare et Martin, 2022.
- «Réflexion autour de l'ordonnance n° 2021-1247 du 29 septembre 2021 relative à la garantie légale de conformité pour les biens, les contenus numériques et les services numériques», *Contrats, conc., consom.* nov. 2021, comm. 174.
- «Droit de la consommation et économie numérique», in *Dossier spécial anniversaire pour les 30 ans de la Revue « Contrats, concurrence, consommation : des défis pour demain »*, *Contrats, concurrence, consommation* décembre 2020, Etude 17.
- «Plaidoyer en faveur d'un renforcement des sanctions civiles en droit de la consommation» *Contrats, conc., consom.* 2019, Etudes n° 1 et 2.
- «L'écosystème indispensable au développement du marché des objets connectés», in *La consommation d'objets connectés, un marché économique d'avenir*, Actes du colloque sous la dir. sc. de S. Bernheim-Desvaux, *Contrats, conc., consom.* juillet 2018, Etude n° 9, Dossier, partie n° 1.

Le Séminaire : 15h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit du commerce électronique ;
- Confrontation de points de vue théoriques et mise en application pratique ;
- Aspects de droit européen ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. Numérique et consommation : enjeux et perspectives ;
- Thème 2. La conclusion du contrat de commerce électronique ;
- Thème 3. L'exécution du contrat de commerce électronique : livraison, transfert des risques, responsabilité et rétractation ;
- Thème 4. La régulation des plateformes numériques à l'aube du Digital services act ;
- Thème 5. La réglementation des avis consommateurs, approches théorique et pratique.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale. Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Apprendre à raisonner en combinant droit de la consommation et droit du numérique ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages / Manuels

- Droit de la consommation. Droit interne et européen, Dalloz action, 2021/2022, sous la dir. de D. FENOUILLET
- L. ARCELIN et J.-L. FOURGOUX, Droit du marché numérique, LGDJ, 1^{er} éd., 2021
- D. BAZIN-BEUST, L'essentiel du droit de la consommation, Gualino, 2^{ème} éd., 2018 Livret étudiant - MAJ 30 mai 2022
- J. CALAIS-AULOY, H. TEMPLE et M. DEPINCE, Droit de la consommation, Précis Dalloz, 10^{ème} éd., 2020
- J. JULIEN, Droit de la consommation, Domat Droit privé, 2^{ème} éd., 2017
- G. PAISANT, Défense et illustration du droit de la consommation, Lexisnexis, 2016
- G. PAISANT, Droit de la consommation, PUF, Thémis Droit, 1^{ère} éd., 2019
- J.-D. PELLIER, Droit de la consommation, Dalloz, Cours, 2^{ème} éd., 2018
- Y. PICOD, Droit de la consommation, Sirey, 4^{ème} éd., 2018
- S. PIEDELIEVRE, Droit de la consommation, Economica, 2^{ème} éd., 2014
- G. RAYMOND et S. BERNHEIM-DESVAUX, Droit de la consommation, Litec, 6^{ème} éd., 2022
- D. ROUX et L. NABEC, Protection des consommateurs, les nouveaux enjeux du consumérisme, EMS, 2016
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, C. AUBERT DE VINCELLES, L. USUNIER, G. BRUNEAUX, Les contrats de consommation. Règles communes, Traité de droit civil, LDGJ, 2^{ème} éd., 2018

Chroniques régulières de droit de la consommation

- S. BERNHEIM-DESVAUX, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », Contrats, concurrence, consommation – Lexisnexis
- G. CATTALANO-CLOAREC, Chroniques mensuelles « Droit de la consommation », L'essentiel droit des contrats (LEDC) – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD et C. AUBERT DE VINCELLES, Chroniques trimestrielles « Contrats de consommation », Revue des contrats – Lextenso
- N. SAUPHANOR-BROUILLAUD, H. AUBRY et E. POILLOT, Panorama « Droit de la consommation », Recueil Dalloz – Dalloz

Chroniques régulières de droit du numérique

- Revue Communication et commerce électronique, Lexisnexis
- Revue Dalloz IP/IT



Syllabus

Droit des activités numériques

Présentation

Antoine BÉGUIN,

*Maître de conférences en droit privé,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers
Avocat au Barreau d'Angers*

Spécialité

Droit des contrats

Formation

*Doctorat de droit privé
Sujet de thèse : La sécurité de la personne dans le contrat
CAPA*

Responsabilités académiques

Expert auprès de l'ANR

Le Séminaire : 15h CM, sans TD

Contenu

- Présentation de chaque thème par l'enseignant ;
- Chaque groupe d'étudiants choisit un thème ;
- Présentations orales par le groupe (durée de 45 minutes) ;
- Echanges et discussions ;
- Mises en situation pratique.

Détail des séances

- Le cadre juridique des blockchains ;
- Droit de la cybersécurité ;
- Droit de l'intelligence artificielle ;
- Justice et logiciels prédictifs ;
- Protection des données à caractère personnel ;
- Preuve et numérique ;
- Propriété intellectuelle et numérique (application du droit d'auteur aux plates-formes de diffusion).

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale. Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Comprendre les enjeux présents et futurs des activités numériques ;
- ✓ Apprendre à argumenter et à effectuer une restitution orale ;
- ✓ Travailler en équipe.

Bibliographie indicative et non exhaustive

- Droit des activités numériques, Luc Grynbaum, Caroline Le Goffic, Lydia Morlet-Haidara - Collection Précis

Présentation

Greggory MARTY,
Autorité des Marchés Financiers, Directeur de l'Expertise,
Direction de la Gestion d'actifs

Spécialité
Régulation des marchés financiers

Formation
Certificat d'Aptitude à la Profession d'Avocat, EFB Paris
Master 2 Droit bancaire et financier, Univ.
Paris 1 Panthéon-Sorbonne
Master 2 Droit des affaires et de l'économie, Univ. Paris 1
Panthéon-Sorbonne
Double maîtrise Droit et Economie, Univ. Paris 1
Panthéon-Sorbonne

Articles

- «Exigences en matière de durabilité : point sur les nouvelles obligations dans le cadre de la distribution d'instruments financiers» : à paraître au *Bull. Joly Bourse* 31 septembre 2023, co-écrit avec Blandine Julé.
- «Financement participatif : les plateformes existantes ont un an de plus pour se mettre en conformité avec le nouveau cadre européen», *Bull. Joly Bourse* 30 nov. 2022, co-écrit avec Sylvain Aubert.
- «Financement participatif : l'adaptation du cadre français au nouveau régime européen», à paraître au *Bull. Joly Bourse* 31 mai, co-écrit avec Sylvain Aubert.
- «MIF 2 et la commercialisation d'instruments financiers», *Bull. Joly Bourse* 1^{er} nov. 2018.
- «Le placement et la commercialisation d'instruments financiers», *Bull. Joly Bourse* 1^{er} oct. 2012, co-écrit avec Sébastien Bonfils.

Bibliographie indicative et non exhaustive

- Droit financier, LGDG, T. Bonneau, P. Pailler, A-C. Rouaud, A. Tehrani, R. Vabres

Le Séminaire : 5h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en régulation des marchés financiers, avec une application à la gestion d'actifs et à la distribution d'instruments financiers ;
- Mises en application pratique.

Détail des séances

- Thème 1. La régulation financière : le cadre institutionnel et réglementaire ;
- Thème 2. La gestion d'actifs : les directives OPCVM et AIFM et leur application en France ;
- Thème 3. La commercialisation d'instruments financiers : les impacts de la directive MIF 2.

Compétences

- ✓ Apprendre à comprendre et reconnaître les sources de droit applicables dans un domaine largement dépendant du droit européen ;
- ✓ Développer une connaissance du fonctionnement et de l'organisation des métiers de la gestion d'actifs et de la distribution d'instruments financiers.

Présentation

Émilie GICQUIAUD,
Maître de conférences en droit privé,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.

Spécialité
Droit des affaires

Formation
Doctorat de droit privé.
Sujet de thèse : *L'équivalence en droit de l'entreprise*

Responsabilités académiques
Co-direction de la double licence droit-économie, Angers ;
Co-direction du DU Mandataires judiciaires des majeurs protégés, Angers.

Ouvrages

- Co-direction avec Karine Lemerrier du projet de recherche collective consacrée au thème « La réputation de l'entreprise ».
- Direction du projet de recherche collective « Les dystopies et le droit » (2020-2022).
- Co-direction avec Martial Nicolas de colloques à l'université de Nantes (« Les influences réciproques entre Impôt et Entreprise », 2018 ; « Les influences réciproques entre Impôt et Responsabilité », 2020 ; « Les influences réciproques entre Impôt et Finance », 17 nov. 2022).

Articles

- «La réputation fiscale de l'entreprise saisie par les normes éthiques», in *L'éthique fiscale*, Ellipses, à paraître 2023.
- «Le discernement en droit des affaires ou les contours de la capacité commerciale», in *Le(s) discernement(s)*, Mare & Martin, à paraître.
- «Le nouveau statut de l'entrepreneur individuel : vers la fin des sociétés unipersonnelles ?», in P. Nabet (dir.), *L'entrepreneur individuel*, Legitech, à paraître.
- «Les dystopies, odes aux libertés fondamentales», in *Les dystopies et le droit*, Mare & Martin, déc. 2022, pp. 39-53.
- «Le concept de réputation d'entreprise saisi par le droit», *Mélanges en l'honneur du Professeur Arlette MARTIN-SERE*, LexisNexis, sept. 2022, p.135.
- «Moduler le contrat par une clause-recette», *Contrat, concurrence, consommation*, 1/04/2021, n°4, pp.17-19.
- «Focus sur l'intérêt social et la raison d'être des sociétés : les standards de la loi PACTE», *LPA*, 23 nov. 2020, n°234, pp.13-18.
 - «La responsabilité de l'expert-comptable face à l'impôt», *Droit et patrimoine*, mai 2020, n°302, pp.37-41.
- «Propos introductif : le triptyque droit, entreprise et fiscalité», in *Actes de colloque Les influences réciproques entre impôt et entreprise*, *Journal des sociétés*, n°163, mai 2018, pp.10-13.
 - «Le dirigeant de PME confronté aux risques inhérents à l'insolvabilité de son entreprise», in *Actes de Colloque La prévention des risques encourus par le dirigeant de PME*, *RJ Com.*, mars-avril 2017, n°2, p.31.

Le Séminaire : 10h CM, sans TD

Contenu

- Acquisition ou approfondissement de connaissances en droit bancaire ;
- Confrontation de points de vue théoriques ;
- Mise en application pratique ;
- Présentations orales par groupe.

Détail des séances

- Thème 1. Les obligations statutaires du banquier *compliance officer* ;
- Thème 2. Les prêts bancaires ;
- Thème 3. Les instruments de paiement et crédit.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale.
Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Mobiliser ses connaissances dans toutes les disciplines juridiques afin de construire un raisonnement ;
- ✓ Apprendre à synthétiser et argumenter ;
- ✓ Travailler en équipe et effectuer une restitution orale.

Bibliographie indicative et non exhaustive

Ouvrages de droit bancaire :

Th. Bonneau, Droit bancaire, Précis Domat, LGDJ, 14e éd., 2021.

J. Lasserre Capdeville, M. Storck et al., Droit bancaire, Dalloz, 3e éd., 2021.

Revues :

- Revue de droit bancaire et financier ;
- L'essentiel droit bancaire - Lextenso.



Présentation

Solène RINGLER,

Maître de conférences en droit privé HDR,
Faculté de droit, d'économie et de gestion - Université d'Angers.

Spécialité

Droit des contrats, droit privé économique, finance durable.

Formation

Doctorat de droit privé. Sujet de thèse : *Existe-t-il une théorie générale de l'avant-contrat ?*
19e promotion du Cycle des Hautes Etudes
pour le Développement Economique,
Ministère de l'économie, des finances et de la relance.

Responsabilités académiques

Responsable du Master 1 droit des affaires,
Co-responsable du Master 2 Droit privé économique,
Expert auprès de l'HCERES.

Ouvrages

- *Droit commercial*, en co-écriture avec Hugues Kenfack, Dalloz, collection précis, octobre 2023.
- *Le banquier du XXIème siècle*, avec R. Bigot et B. Séjourné, Lextenso, collection cepisca, 2023.
- *Cours de droit des affaires*, en co-écriture avec A. Bennini, A. Dadoun, B. Gandhour, Enrick B, coll. CRFPA, 2022 (Partie 3 Les opérations bancaires).
- *Cours de droit civil*, en co-écriture avec A. Dadoun, et V. Durand, Enrick B, coll. CRFPA, 2022 (Ed. 1 à 3) (Partie 3 Droit des contrats spéciaux).
- *Droit des contrats spéciaux*, en co-écriture avec Hugues Kenfack, LGDJ, collection cours, 2017.

Articles récents

- « La place de Paris, avant-gardiste? », JCP E à paraître.
- « La place de la délégation parmi les opérations sur les obligations », Lexbase revue droit privé, mars 2023.
- « L'investisseur éthique », Dr. et pat. 2022, juill. 2022, n° 326.
- « Quelles perspectives d'avenir pour la profession bancaire ? », JCP E 2021, 762.
- « Les contrats aléatoires », in *L'offre de réforme des contrats spéciaux, Réflexions libres à partir du projet de l'association Henri Capitant*, H. Kassoul, D. Gantschnig, Dalloz, Thème et commentaires, 2021.

Bibliographie indicative et non exhaustive

- S. Piedelièvre, D. Gency-Tandonnet, Droit des transports, Lexisnexis.
- J. Aubert, Le contrat de transport de marchandises, L'essentiel du droit des transports.
- Ch. Paulin, Les contrats logistiques, LGDJ.
- H. Kenfack, Chronique de droit des transports, Dalloz.

Le Séminaire : 12h CM, sans TD

Contenu

- L'organisation du transport de marchandises ;
- Le contrat de transport ;
- Les prestataires.

Détail des séances

- Thème 1. Les modes de transport de marchandises ;
- Thème 2. Le contrat de transport : formation, exécution ;
- Thème 3. Le commissionnaire de transport ;
- Thème 4. La responsabilité du transporteur.

Évaluation

Les étudiants seront évalués en contrôle continu au regard de leur présentation orale.
Le séminaire donnera également lieu à un examen terminal sur un sujet pratique ou théorique.

Compétences

- ✓ Apprendre à rédiger les principales clauses du contrat de transport ;
- ✓ Comprendre la mise en oeuvre de la responsabilité du transporteur.

Conférence : 3h

Conférence d'un professionnel spécialiste des questions de transport.

FACULTÉ DE DROIT,
D'ÉCONOMIE ET DE GESTION
13 allée François Mitterrand
49036 ANGERS
T. 02 41 96 21 35

univ-angers.fr/deg

suivez-nous sur les réseaux :

